

SYNTHÈSE

Benito **Mussolini** accède à la tête du gouvernement italien en octobre 1922.

Dans les semaines qui suivent, il se fait attribuer les pleins pouvoirs par la Chambre des députés et le Sénat. Enfin, il modifie les lois électorales en vue de donner à son parti, le *Parti National Fasciste*, la majorité parlementaire que les électeurs s'obstinent à lui refuser.

Du pouvoir personnel à la dictature

En avril 1924, grâce à cette loi mais aussi aux subsides patronaux et aux manoeuvres d'intimidation des miliciens fascistes (les *Chemises noires*), le parti de Mussolini recueille 65% des suffrages et devient majoritaire à la Chambre des députés.

Les *Chemises noires* n'hésitent plus à brutaliser les opposants. Le 10 juin 1924, ils enlèvent en pleine rue le chef du parti socialiste à la Chambre des députés, Giacomo Matteotti (39 ans), principal opposant à Mussolini. On ne retrouvera son cadavre que deux mois plus tard. Cet assassinat provoque une vague d'indignation en Italie et à l'étranger. Le fascisme perd une bonne part de la sympathie qu'il s'était acquise dans les milieux intellectuels et politiques.

Mussolini, qui n'avait pas souhaité la mort de Matteotti pas plus que d'aucun autre opposant, n'en couvre pas moins les responsables. Le 3 janvier 1925, il revendique la responsabilité de l'enlèvement ! C'est sa façon d'annoncer la mise en place d'une dictature.

Pour mettre fin aux protestations, son ministre de la Justice Rocco promulgue à l'automne 1926 des lois de défense de l'État, dites «*lois fascistissimes*». Elles instaurent un parti unique, le parti fasciste évidemment, établissent la censure, suppriment les syndicats et mettent en place une police politique, l'*OVRA*.

Le roi reste en place mais c'en est fini du régime parlementaire. On peut dès lors parler de dictature.

L'État fasciste



Dès lors, le régime mussolinien va devenir le modèle de l'État «*totalitaire*», ainsi appelé parce que tout est soumis à l'État. Face à ce dernier, l'individu ne compte pas, il n'est rien.

L'État est personnifié par la personne de Mussolini, surnommé le «*Duce*» (en français, le *Guide*, d'après une racine latine qui signifie conduire et que l'on retrouve dans *conducteur*... ou *duc*). La propagande du régime encourage le culte de la personnalité par le biais de tous les nouveaux médias (affiches, photos, cinéma, radio, parades...). «*Il Duce ha sempre ragione*» (*Le Duce a toujours raison*), l'un des slogans les plus rabâchés, témoigne du côté quelque peu ridicule de la mise en scène fasciste.

Mussolini est épaulé par le *Grand Conseil fasciste*, constitué de fidèles militants et de personnalités ralliées au régime. Toutes les administrations sont noyautées par les membres du parti fasciste.

Dans les faits, les fonctionnaires soucieux de leur carrière s'inscrivent au Parti même s'ils n'en partagent pas la doctrine. Très vite, le Parti fasciste arrive à compter 3 millions de membres et, trop lourd, perd son efficacité. Sa Milice arrivera à compter 700.000 membres.

Les travailleurs sont encadrés par les corporations professionnelles, établies par la loi du 3 avril 1926 et la *Carta del Lavoro*, ou *Charte du Travail*, fondée le 21 avril 1927. Ces corporations, qui réunissent patrons et salariés sous l'égide de l'État, mettent en place la législation sociale qui jusque-là faisait défaut à l'Italie.

En-dehors du travail, les adultes sont encadrés dans une organisation fasciste appelée *Opera nazionale Dopolavoro* (*Après le travail*), qui gère les stades, les maisons de la culture...

Les jeunes ne sont pas oubliés. Ils sont embrigadés dès l'âge de 4 ans dans l'*Opera Nazionale Balilla* (du nom d'un jeune héros génois qui en 1746 avait donné le signal de la révolte contre les Autrichiens). On leur enseigne les règles de la vie sociale ainsi que l'amour de la patrie et le maniement des armes.

Les récalcitrants sont emprisonnés ou relégués dans les îles Lipari, dans la mer Tyrrénienne, qualifiées non sans quelque exagération de «*bagnes de feu*»... Rien à voir, notons-le, avec la répression meurtrière et les massacres de masse que connaît le régime communiste au même moment en URSS.

L'objectif affiché de la propagande fasciste est l'avènement d'un «*Homme nouveau*», héritier des valeurs viriles de la **Rome antique** et porteur d'une conscience nationale italienne (sans aucun relent raciste, soulignons-le).

Un demi-siècle après l'unification politique de la péninsule italienne, cette conscience nationale reste à inventer.

Mussolini s'y emploie en exaltant à tout va la grandeur de la civilisation latine (le turc **Moustafa Kémal**, son émule, n'agit pas différemment). Il prolonge son action dans le domaine économique.

Une politique dirigiste

Quand Mussolini a pris le gouvernement de l'Italie en 1922, celle-ci était encore un État fragile, écartelé entre un Nord industriel et un Sud arriéré, vidé de sa substance par l'émigration vers les Amériques, tenu en faible estime par les autres puissances européennes....

Sans s'embarrasser de circonvolutions, le *Duce* réforme tambour battant le pays. Il mène une politique dirigiste tout en laissant les entreprises et les terres à leurs propriétaires (pas question de les nationaliser comme en URSS).

Il lance de grands travaux en vue d'employer les chômeurs et d'améliorer les infrastructures : construction de monuments, stades, logements, autoroutes.... L'Italie est en 1923 le premier pays européen à se doter d'autoroutes (en dépit d'un parc automobile très restreint).

En 1933, le gouvernement crée une société à capitaux publics, l'IRI (*Istituto per la Ricostruzione Industriale*), en vue de financer et soutenir le développement de l'industrie, avec un réel succès.

Le gouvernement est moins inspiré dans son souci d'autarcie. Par fierté nationale, Mussolini veut en effet que l'Italie se suffise à elle-même en matière agricole. Il lance en grande pompe la «*bataille du blé*» en 1925.

Les marais Pontins, près de Rome, sont asséchés et bonifiés (transformés en terres agricoles). Ces terres et beaucoup d'autres sont consacrées à la culture du blé... au détriment de cultures d'exportation plus rentables (agrumes....).

Pour accroître la puissance de l'Italie, Mussolini encourage la natalité par des aides publiques aux familles nombreuses et un gros effort de propagande. Il interdit aussi l'émigration. De 1929 à 1945, le pays voit sa population passer de 38 millions à 45 millions d'habitants.

Au-delà des apparences et du vernis de la propagande, l'État fasciste ne modifie guère en profondeur la société italienne. Cette société reste fragile, pauvre, inégalitaire et relativement inefficace. Elle ne résistera pas à l'aventurisme de la politique étrangère de Mussolini.

André Larané.



Votre avis

Avez-vous apprécié cet article ? **OUI** **NON**

Vos suggestions